

Questions orales

dans les pays du monde. Là également, nous continuerons à faire pression afin que les pourparlers de paix reprennent et que cessent le plus rapidement possible ces carnages que nous déplorons tous, comme Canadiens et comme citoyens libres.

[Traduction]

M. Sergio Marchi (York-Ouest): Monsieur le Président, en l'absence des deux ministres chargés de l'Immigration, je poserai ma question au vice-premier ministre. Elle porte sur la dégradation de la situation au Salvador.

Le vice-premier ministre sait parfaitement que les combats ont atteint un nouveau niveau de violence dans ce pays et que la brutalité des assassinats commis récemment contre des personnes innocentes, entre autres des civils et des personnalités religieuses, a traumatisé ce pays et l'a plongé dans la panique, la crainte et l'incertitude.

Je demanderai donc au vice-premier ministre ce qui suit: Compte tenu de cette situation nouvelle qui règne au Salvador, est-ce que le gouvernement va appliquer immédiatement un moratoire au renvoi au Salvador de ceux qui ont demandé à être admis comme réfugiés, comme il l'avait fait dans le cas du Liban et de la Chine, en attendant au moins le retour de ce pays à une situation normale? Est-ce que le vice-premier ministre veut s'y engager envers la Chambre?

M. Bill Kempling (secrétaire parlementaire de la ministre de l'Emploi et de l'Immigration): Monsieur le Président, le gouvernement applique une procédure générale et efficace d'attribution du statut de réfugié; actuellement, 99 p. 100 de tous les Salvadoriens qui demandent à être admis au Canada à titre de réfugiés se voient accorder ce statut.

Pour les 1 p. 100 restants, ils ne sont pas expulsés tant que les fonctionnaires supérieurs de l'Immigration à Ottawa ne se sont pas prononcés sur leurs cas. Lorsque ceux-ci ne peuvent s'entendre sur une décision claire et nette, le dossier est soumis à la ministre elle-même.

M. Marchi: Monsieur le Président, je déplore cette réponse parce que le député semble nous dire: «Bon, s'il y en a que 1 p. 100 de renvoyés, quelle importance, puisque nous avons déjà accepté les autres».

Des voix: Rasseyez-vous.

M. Bouchard (Roberval): Ce n'est pas ce qu'il a dit.

M. Marchi: Peut-être pourrais-je poser ma question à la ministre des Relations extérieures, qui vient de répon-

dre à une question du chef du Nouveau Parti démocratique portant sur cette partie du monde.

Est-ce que la ministre pourrait nous expliquer pourquoi elle et le gouvernement pensent qu'il n'y a pas de risque à renvoyer au Salvador ceux qui demandent à être admis ici comme réfugiés.

M. Shields: Qui a dit cela?

M. Marchi: J'estime que ce n'est pas le cas pour ce qui concerne la Chine et le Liban, donc je considère que les mêmes critères doivent présider à l'adoption d'un moratoire sur les expulsions au Salvador.

Peut-elle nous dire en quoi elle considère qu'il est «sûr» d'examiner les dossiers un par un plutôt que d'imposer immédiatement un moratoire qui ne laisse rien au hasard?

M. Kempling: Monsieur le Président, peut-être le député entend-il mal, en tout cas 99 p. 100 c'est 99 p. 100. Ils restent ici, un point c'est tout. Je répète, 99 p. 100 c'est 99 p. 100. Ils restent ici.

M. Marchi: Mais cela fait un de trop.

M. Kempling: Les 1 p. 100 restants sont examinés, et il n'est pas question qu'ils soient renvoyés au Salvador. . .

M. Marchi: Huit l'ont déjà été.

M. Kempling: . . .tant que la situation actuelle durera.

* * *

L'AGRICULTURE

M. Maurice Foster (Algoma): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre de l'Agriculture.

Les agriculteurs du Canada se rassemblent pour protester contre les politiques du gouvernement. Demain des milliers d'agriculteurs du Québec et de l'Ontario viendront manifester ici sur la Colline.

La semaine dernière, le président du Saskatchewan Wheat Pool, Garf Stevenson, a demandé au gouvernement de respecter la promesse que le premier ministre a faite en décembre 1987 de soutenir les producteurs de blé tant que durera la guerre commerciale entre la Communauté économique européenne et les États-Unis et il a demandé au gouvernement du Canada de verser une aide de 500 millions de dollars cet hiver aux agriculteurs de l'Ouest.

Le vice-premier ministre est-il prêt à confirmer aujourd'hui que la promesse faite en décembre 1987 par le premier ministre sera tenue et que ces fonds supplémen-